

Prix François Guizot-Institut de France
Allocution de Jacques Julliard
16 octobre 2014

Monsieur le secrétaire perpétuel,
Madame la présidente de l'Association François Guizot,
Mesdames et Messieurs les membres du jury du Prix François Guizot - Institut de France,
Mesdames et Messieurs,
Mon cher Jean-Claude,

Merci !

Merci à l'Institut de m'accueillir ce soir,

Merci à l'Association François Guizot de m'agréer cette année,

Merci à tous d'être venus ce soir,

Merci tout spécialement aux membres du jury. Qu'ils sachent que je suis sensible à l'honneur qu'ils m'ont fait en faisant de moi leur lauréat pour cette année 2014 qui marque une nouvelle étape, avec l'association de l'Institut au prix Guizot – Calvados.

J'ai consulté la liste des précédents lauréats, elle est prestigieuse.

Beaucoup sont là ce soir et je suis honoré de prendre leur suite.

Merci enfin à toi mon cher Jean-Claude, de tes paroles élogieuses. L'estime et l'amitié qui nous unissent depuis si longtemps donnent pour moi à ces paroles un prix tout particulier.

Alors on m'a dit : Mais tu n'es pas orléaniste !

J'ai répondu : Justement !

S'il est quelque chose à quoi je suis sensible dans cette désignation, c'est bien, au-delà des préférences personnelles, la reconnaissance de mon travail par des gens qui ne partagent pas mes opinions.

Enfin, pas toutes !

Lorsque pour le même ouvrage j'ai reçu l'an dernier le prix Jean-Zay, c'est le même sentiment que j'ai éprouvé : la possibilité pour les familles politiques de se reconnaître et de dialoguer entre elles.

Je vais vous faire une confidence : je n'aime pas les partis politiques ; j'aime les familles politiques.

Je n'aime pas les partis politiques, même ceux dont je me sens proche. J'aime les familles politiques, même celles dont je me sens éloigné. C'est probablement pourquoi j'ai reçu dans ma vie plus de marques de reconnaissance de mes adversaires que de mes amis.

Relisant *Notre Jeunesse*, ce texte de Péguy « jeune ensemble qu'éternel » pour parler comme lui, je suis tombé sur cette phrase

« Les mystiques sont beaucoup moins ennemies entre elles que les politiques, et elles le sont autrement. »

Et j'ai pensé : mais cette fameuse distinction peguyiste, c'est exactement celle que je fais entre les familles et les partis.

Les familles sont beaucoup moins ennemies entre elles que les partis, et elles le sont autrement.

Les familles ne meurent jamais ; les partis sont des épiphénomènes.

Les familles sont dans le dialogue, quand les partis sont dans l'exclusion.

Les familles sont dans la complémentarité, les partis sont dans des logiques d'extermination mutuelle.

À l'étage de la mystique, tous les possibles sont des compossibles, pour parler comme Leibniz.

À l'étage de la politique, tous les réels ne sont pas des co-réels, pour parler comme moi.

En résumé, les familles tirent la politique vers le haut ; les partis tirent la politique vers le bas.

Ce n'est pas pour rien que Barrès et Thibaudet – deux esprits combien différents ! –, ont exalté les familles politiques, pas les partis.

Ce n'est pas pour rien qu'avant moi, René Rémond, quand il a écrit son histoire des droites, a parlé des familles – Dieu sait si sa trilogie est célèbre et a marqué des générations d'étudiants – et très peu des partis.

Et ce n'est pas pour rien que j'ai fait la même chose...

Si je considère les huit familles politiques, qu'à mes yeux compte la France, je constate que je suis redevable de quelque chose à chacune d'entre elles.

– *Au traditionalisme*, une critique de la Révolution française dans son individualisme forcené, critique nécessaire à ses partisans, dont je suis.

– *Au bonapartiste*, au-delà du culte du chef, qui n'est pas ma tasse de thé, l'idée que le monde ne sera sauvé que par quelques-uns. Il n'est pas un familier de l'Évangile qui puisse parler autrement.

– *À l'orléanisme*, l'idée que la politique est faite pour la société, et non la société pour la politique. Et encore que cette politique n'est pas faite pour les individus, mais pour les groupes sociaux eux-mêmes.

– *À la démocratie chrétienne*, l'idée que la politique n'est pas le tout *du* politique, et que la raison dernière de la politique, c'est la société elle-même.

– *Au libéralisme*, l'idée que la fin dernière de la politique, c'est la liberté des citoyens et leur capacité d'entreprendre.

– *Au jacobinisme*, l'idée qu'en France l'État a précédé la Nation ; que par conséquent, il n'est pas source, il ne saurait être source d'oppression, mais au contraire d'émancipation et de sécurité.

– *Au socialisme*, l'idée que la plus haute valeur de la civilisation n'est ni la liberté, ni l'égalité, ni même la fraternité, c'est l'idée proudhonienne de Justice. Justice, ce mot qui est peut-être le plus beau de la langue française.

– *À l'anarchisme*, permettez-moi de citer Simone Weil, l'idée que « l'ordre social, quoique nécessaire, est essentiellement mauvais, quel qu'il soit ». Cette métapolitique est partie intégrante de la politique elle-même, et son horizon d'attente.

Voilà, mes chers amis, quel est le paysage politique de la France, et je ne vois rien là-dedans qui doive en être retranché. Je ne choisirai pas entre la Beauce et le Jura, entre la Bretagne et le Pays Basque.

Mais j'ai déjà trop parlé, et je n'ai pas encore répondu, cher Jean-Claude, aux questions que tu m'as posées, et qui portent sur la pratique de la gauche en tant qu'acteur de la politique. C'est ici que nous retrouvons nécessairement les partis, qui ne se laissent jamais oublier très longtemps.

Ce qui caractérise la gauche par rapport à la droite, c'est l'écart permanent et structurel entre ce qu'elle est et l'image qu'elle se fait d'elle-même. D'où cet étrange narcissisme identitaire qui l'amène à se demander à tout moment si ce qu'elle est, ce qu'elle fait est conforme à une gauche idéale. C'est un schéma aujourd'hui rebattu : la gauche est-elle de gauche ? La droite ne se demande jamais si elle est vraiment de droite ; de ce point de vue là, mon cher Jean-Claude, le centre qui a lui aussi des problèmes permanents d'identité est beaucoup plus proche de la gauche que de la droite.

C'est ainsi que la gauche qui est devenue sociologiquement et électoralement un parti de classes moyennes salariées et même de classes dirigeantes continue de se penser comme le parti des déshérités. Son malheur, c'est que les déshérités en question ont cessé depuis longtemps de se reconnaître en elle.

C'est évidemment quand elle exerce le pouvoir que l'écart entre l'idéal et le réel atteint sa tension maximale. Ce n'est du reste pas nouveau : Robespierre lui-même a eu ses Enragés comme Ferry son Clemenceau, Léon Blum son Marceau Pivert, comme aujourd'hui Hollande a son Mélenchon et ses frondeurs. Mais c'est la première fois depuis un siècle que le vieux précepte des républicains de gouvernement : « Pas d'ennemi à gauche ! » se trouve si sérieusement remis en cause. C'est pourquoi la seule manière qui lui reste de prouver sa conformité à son idéal identitaire est de s'inventer un ennemi au centre. Plus la gauche gouvernante se trouve mise en

cause par la gauche d'opposition, plus elle tient ferme, en termes d'alliances, sinon de programme contre toute tentative de troisième force. Cela n'est pas nouveau non plus : sous la Restauration, la gauche a eu comme leader parlementaire un homme-Protée, Benjamin Constant, qui à bien des égards était en réalité un homme du centre, parfois même du centre-droit. Pour ne pas déroger à son identité idéale, la gauche est souvent condamnée à de tels simulacres.

C'est sa faiblesse, mais aussi, il ne faut pas l'oublier, aujourd'hui son mérite et sa raison d'être. Il y a aujourd'hui dans la société française tout entière un tel désenchantement à l'égard de la politique que la classe politique tout entière est appelée, est contrainte, à un examen de conscience collectif, qui porte sur son existence en tant que corps séparé dans la société. L'impopularité du Président de la République dans les sondages n'est qu'un cas particulier de celle de la classe politique tout entière : les chiffres en font foi.

On ne s'en tirera pas avec un changement de numéro dans la désignation de notre République. La vérité est que, alors que la société se démocratisait et avait pour idéal principal, et même unique, l'idée d'égalité, la société politique restait une société de castes, et même d'ordres, au sens de l'Ancien Régime.

C'est bel et bien une Révolution qui s'annonce à l'aube du XXI^e siècle. Celle de 1789 avait débouché, après bien des péripéties, sur une société libérale. Celle que nous vivons a pour horizon une société démocratique, annoncée par des esprits lucides comme Guizot, Chateaubriand et Tocqueville. Pour tous les nouveaux privilégiés, dont nous sommes, c'est un défi immense : il dépend pour une grande partie de nous-mêmes que cette Révolution ne soit pas violente, mais pacifique.